

## Un long combat pour l'environnement...

**Février, Cherbourg.** Le Bouguenais achemine vers La Hague des combustibles nucléaires usés venant d'Australie. Le navire est interdit de déchargement par le Tribunal qui, répondant au recours déposé par Greenpeace, considère que cette importation viole les dispositions de la loi de 1991 prévoyant que les déchets nucléaires ne peuvent être importés que pour retraite - ment et ont vocation à repartir.. Le débat sur le stockage en France de déchets nucléaires étrangers est ouvert.

**Avril, La Rochelle.** Nos activistes bloquent le débarquement d'un navire de bois du Canada. Quelques semaines plus tard, le gouvernement adopte un plan de protection des vallées forestières les plus menacées de Colombie britannique et les entreprises forestières s'engagent à préserver ces forêts humides.

**Mai, Paris.** Greenpeace publie une nouvelle liste des produits avec ou sans OGM, pointant cette fois les poulets et autres volailles alimentés avec des OGM. Le combat se poursuit pour que cesse l'incorporation de soja génétiquement modifié dans l'alimentation des animaux, principale voie d'entrée des OGM en Europe.

**Juin, dans 18 villes de France,** les groupes locaux mobilisent les enfants pour la protection des baleines. Un fragment de la bannière de 120 mètres de long, fabriquée avec les dessins de ces enfants, est remis au représentant japonais de la Commission baleinière internationale. Pression pour rappeler aux chasseurs de baleines que les enfants demandent l'arrêt de ce massacre.

**Septembre, Toulouse.** L'usine AZF explose et pose brutalement la question de l'avenir de ces sites industriels qui sont autant de bombes en puissance. Greenpeace pèse sur le débat qui suit cet accident en préconisant le principe de substitution.

**Octobre, Manaus.** Notre organisation provoque une saisie historique de grumes d'acajou exploitées illégalement. La confrontation conduit le gouvernement à changer la législation pour une meilleure protection de la forêt. Paulo Adario, coordinateur de la campagne Amazonie, est menacé de mort.

**Novembre, Doha.** Le Rainbow Warrior est le seul symbole de l'opposition à l'ouverture d'un nouveau cycle de négociations au sein de l'OMC. L'organisation de cette conférence, dans un pays difficile d'accès et hermétique aux messages de la société civile disqualifie, les promoteurs de cette nouvelle étape de libéralisation des échanges.

**Décembre, Montreuil.** Le plus grand toit solaire de France est inauguré sur un bâtiment HLM de la banlieue parisienne. Cette réalisation est née d'une initiative de Greenpeace, financée grâce aux soutiens d'adhérents. Elle démontre que le seul frein au développement des énergies renouvelables reste le manque de volonté des décideurs politiques. Résultat : la Région Ile de France ouvre un crédit pour encourager ce type de projets et Montreuil lance un programme de 1000 toits solaires.

Confrontations, mobilisations du public, interpellations de décideurs, investigations et publications de rapports d'experts... voilà quelques moments de notre long combat pour préserver notre bien commun : un environnement sain. Une année pour contrer des entreprises qui nient la réalité des agissements que nous dénonçons. Une année pour interpeller les gouvernements qui veulent se dégager de leurs responsabilités. Un combat d'autant plus important que les pouvoirs en place et les intérêts économiques se drapent des vertus du développement durable et de l'éthique d'entreprise.

Le développement durable, concept novateur en 1972, repris à Rio en 92, est devenu une tarte à la crème. Vidé de sons sens, ce concept est aujourd'hui le credo des entreprises les moins responsables. EDF nous en rebat les oreilles en messages lénifiants pour faire oublier les déchets nucléaires qui s'accumulent de manière durable en un bien triste héritage pour les générations futures. TotalFinaElf se dote d'une charte de développement durable mais persiste à nier ses responsabilités dans la marée noire de l'Erika ou l'accident de Toulouse... Nous voulons redoubler d'efforts pour combattre ce "développement brutal" dévastateur pour les hommes et leur environnement. Pour cela nous devons être plus forts, plus nombreux, rassembler pour peser de manière plus significative sur les débats, pour construire des rapports de force qui conduiront aux changements. C'est à vous, qui soutenez régulièrement notre démarche, qui y participez activement, que nous demandons aujourd'hui de convaincre une, deux, dix personnes autour de vous pour qu'elles nous rejoignent et qu'ensemble nous fassions vivre cette "autre monde possible" que nous appelons de nos vœux avec détermination et lucidité.

Bruno Rebelle

Directeur Général de Greenpeace France

# 2001 : VOTRE ARGENT EN ACTION

## Compte Emplois/Ressources de l'Association Greenpeace France pour l'année 2001

RESSOURCES	K Euros	KF
<b>FINANCEMENTS PRIVÉS</b>	<b>3 492</b>	<b>22 909</b>
• Dons reçus	3 263	21 402
<i>dont "Première Ligne"</i>	96	630
• Marchandises et documentation	21	135
• Contributions Greenpeace International et autres bureaux de Greenpeace	209	1 372
<b>TOTAL</b>	<b>3 492</b>	<b>22 909</b>

EMPLOIS	K Euros	KF
<b>CAMPAGNES</b>	<b>1 574</b>	<b>10 327</b>
• Nucléaire	773	5 071
• Energies renouvelables	150	987
• OGM	180	1 181
• Forêts	248	1 625
• Transport - pétrole - climat	53	350
• Toxiques	153	1 003
• Divers	17	111
<b>FRAIS DE COLLECTE DE FONDS</b>	<b>471</b>	<b>3 090</b>
<b>DIALOGUE DIRECT</b>	<b>682</b>	<b>4 475</b>
<b>FRAIS DE STRUCTURE, ADMINISTRATION</b>	<b>402</b>	<b>2 636</b>
<b>MARCHANDISES ET DOCUMENTATION</b>	<b>27</b>	<b>178</b>
<b>CONTRIBUTION A GREENPEACE INTERNATIONAL</b>	<b>301</b>	<b>1 974</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>35</b>	<b>229</b>
<b>TOTAL</b>	<b>3 492</b>	<b>22 909</b>

## RESSOURCES

*100% des dons proviennent de personnes privées.*

*Greenpeace refuse les subventions publiques et les contributions financières d'entreprises.*

En 2001, 13 353 adhérents ont rejoint Greenpeace France.

Le nombre d'adhérents a augmenté de 17% entre 2000 et 2001.

Nous avons ainsi franchi la barre des 55 000 personnes qui soutiennent Greenpeace.

C'est évidemment plus de ressources mais cette participation croissante signifie surtout un contre-pouvoir plus efficace parce qu'il repose sur un plus grand nombre de membres.

Cette évolution génère une très forte augmentation des dons qui ont progressé de plus de 700 000 €uros (4.6 millions de francs), soit plus de 27% par rapport à 2000.

L'essentiel de cette augmentation est due à l'arrivée de nouveaux adhérents par le programme dialogue direct qui consiste à aller à la rencontre des personnes dans des lieux publics pour leur parler de Greenpeace et leur proposer de nous soutenir.

*Le programme "Première Ligne" consiste à proposer à nos adhérents de participer à la constitution d'une réserve financière destinée à débloquer rapidement des fonds en cas de crise environnementale urgente. Ce programme nous a permis d'avoir une enveloppe supplémentaire de 96 000 €uros (630 000 francs). En 2001 ce fond a été utilisé pour financer les recours juridiques contre les transports de matières et de déchets nucléaires arrivant à l'usine de la Cogema à La Hague, en particulier lors de l'arrivée du cargo Bouguenais en provenance d'Australie. Ces actions en justice nous ont permis de révéler que ni le gouvernement français, ni l'entreprise Cogema ne respectent la loi encadrant la gestion des déchets nucléaires.*

**Greenpeace International participe au financement de certaines phases de campagnes développées sur le territoire français mais servant les intérêts des campagnes globales.**

En 2001, cette contribution représente 6% de nos ressources.

## CAMPAGNES, ACTIONS DE TERRAIN, INFORMATION DU PUBLIC

Nos efforts en 2001 ont porté sur la campagne nucléaire. Elle représente 49% de nos investissements et a doublé par rapport à l'année 2000 vu l'importance des enjeux internationaux que nous avons du affronter. L'industrie nucléaire est aux abois, elle perd du terrain sur de nombreux fronts. En France, la restructuration juridique et financière de cette industrie (constitution de la holding AREVA) est un des symptômes des difficultés de ce secteur. Cogema tente de renforcer ses contrats de combustibles nucléaires français ou étrangers. Parce que nous ne nous résignons pas à accepter que la France devienne la poubelle nucléaire du monde, nous nous sommes opposés à l'arrivée des déchets australiens à l'usine de La Hague. Nous nous sommes aussi opposés à l'exportation de

combustible MOX (mélange d'oxydes de plutonium et d'uranium) vers le Japon. Ces actions de confrontation ont été accompagnées de recours en justice dont nous avons été les initiateurs. Pour la première fois un cargo, chargé de ces matières nucléaires mortifères est resté à quai pendant plus d'une semaine sans pouvoir décharger, le tribunal donnant raison à Greenpeace qui contestait la légalité de cette opération. Ces actions de confrontations et les suites juridiques qu'elles entraînent ont, vous pouvez l'imaginer, coûté fort cher. Mais ce combat est utile, l'avenir du retraitement est aujourd'hui de plus en plus questionné, à la fois pour des raisons politiques – la production et l'accumulation de plutonium devient de plus en plus embarrassante – et pour des raisons économiques – les clients étrangers de la Cogema se désengagent les uns après les autres.

Notre investissement était donc justifié et efficace.

L'année 2001 a été l'année du développement de la campagne Toxiques. La somme allouée à cette campagne a été multipliée par 5. Notre implication a conduit la France à s'engager concrètement sur les Conventions de Stockholm et de Barcelone qui conduiront à l'interdiction d'un certain nombre de substances dangereuses. Enfin, nous avons du réagir au dramatique accident de Toulouse et peser sur les débats qui ont suivi afin de définir les conditions pour que ce type de danger soit écarté : plus jamais ça !

Si les budgets des autres campagnes ont peu évolué de 2000 à 2001 cela ne signifie pas pour autant que les activités de ces campagnes ont stagnées. Dans la vie d'une campagne il y a des phases plus "calmes" qui alternent avec des moments plus intenses.

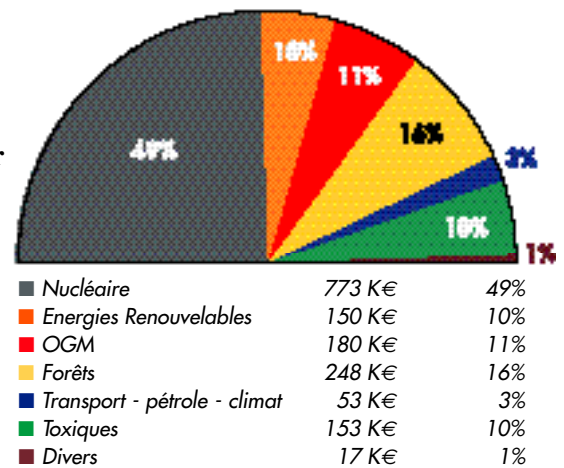
Ce fut le cas de la campagne OGM qui, ayant obtenu de grandes victoires en 98, en 99 et en 2000 avec un net arrêt de l'incorporation d'OGM dans les aliments destinés à l'alimentation humaine, a concentré son attention en 2001 sur la rassemblement des informations permettant maintenant (en 2002) de s'intéresser aux produits d'origine animale et à la garantie que les animaux d'élevage ne soient pas gavés aux OGM.

Le travail contre la brevetabilité du vivant, s'il nous a beaucoup occupé au cours de cette année, n'a pas demandé d'investissements trop importants.

Sur la campagne forêt, nous avons centré nos attaques sur les importateurs de bois de Colombie britannique... et avons obtenu une très grande victoire avec la protection totale et définitive des vallées forestières les plus menacées. Nous avons réservé nos forces – et nos moyens – pour faire pression au début de l'année 2002 en amont de la réunion de la Convention sur la biodiversité.

La campagne "énergie" a poursuivi son travail d'information du public sur "ces petits gestes qui comptent" pour économiser l'énergie.

Enfin, nous sommes restés attentifs sur d'autres dossiers qui, sans faire l'objet d'une campagne régulière, ont nécessité des interventions ponctuelles : évolution de la réglementation en matière de sécurité maritime après les naufrages de l'Erika et du Ievoli Sun en 2000, élaboration de dossier de fond pour peser sur les décisions politiques (OMC par exemple), confrontations directes et non violentes – sur la question des transports de marchandises à travers les Alpes.



## DÉPENSES

Le montant alloué aux campagnes a fortement augmenté (+16%) en passant de 1 362 000 € (8 935 KF) en 2000 à 1 574 000 € (10 327 KF).

A ces montants constituant le cœur de nos activités et de notre mission, il faut ajouter la quote-part de nos ressources qui est reversée à Greenpeace International, soit 209 000 € (1 372 KF).

Cette contribution a pratiquement doublé par rapport à l'année 2000. Elle permet de financer les campagnes internationales et le fonctionnement des bureaux de Greenpeace situés dans des pays où les contributions locales sont insuffisantes : Russie, Brésil, Chine, Asie du Sud-Est,... (voir page 4).

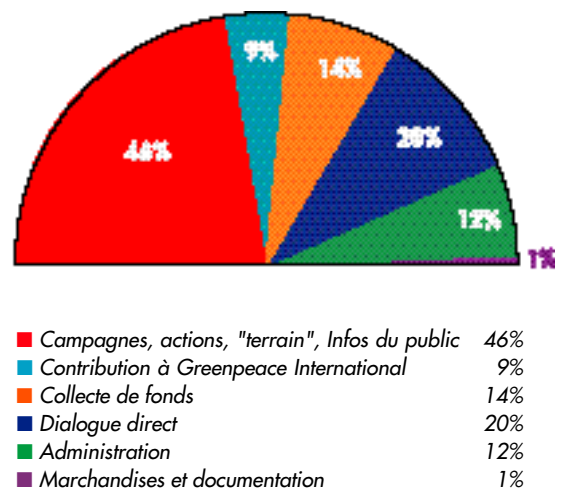
L'ensemble des investissements de campagnes représente 54.3 % de nos dépenses.

Les charges afférentes à la collecte de fonds ont baissé de 1 point. Elles sont passées de 15% à 14%.

Le nombre d'équipes direct dialogue a été plus important en 2001 entraînant une augmentation de 3 points par rapport à 2000.

Les charges administratives continuent à baisser.

Elles passent de 14% du budget pour 2000 à 12% pour 2001.



# BILAN DE GREENPEACE FRANCE

ACTIF	2 0 0 1 Euros	PASSIF	2 0 0 1 Euros
<b>IMMOBILISATIONS</b>		<b>CAPITAUX PROPRES</b>	
Installations générales	86 815	Report à nouveau	259 432
Mobilier et matériel de bureau	16 786	Résultat de l'exercice	34 884
Matériel informatique	61 950		
Autres matériels	9 376		
Titres de participation	2 287		
Dépôts et cautionnements versés	20 188		
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>197 402</b>	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>294 276</b>
		Provisions pour risques et charges	
		<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>118 910</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>		<b>DETTES</b>	
Stock de marchandises	3 435	Concours bancaires	90 519
Créances et comptes rattachés	68 577	Dettes fournisseurs fiscales et sociales	436 255
Trésorerie	319 766	Compte courant de Greenpeace International	476 565
Créances autres Greenpeace	33 860	Dettes autres Greenpeace	19 113
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>425 638</b>	<b>TOTAL DETTES</b>	<b>1 022 451</b>
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	<b>812 597</b>	Produits constatés d'avance	-
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>1 435 638</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>1 435 638</b>

## ANALYSE DU BILAN

### Actif :

Le montant net de nos immobilisations a augmenté de près de 30 KE entre 2000 et 2001, principalement suite aux investissements informatiques pour nos nouveaux collaborateurs. La rubrique "Charges constatées d'avance" correspond en grande partie aux programmes de Direct Dialogue des années 2000 et 2001. En effet le programme Direct Dialogue est amorti sur 3 ans aussi nous avons dans cette rubrique 1/3 de celui de 2000 (soit 229 KE) et 2/3 de celui de 2001 (soit 502 KE). La trésorerie nette reste constante par rapport à 2000.

### Passif :

Nous avons constaté cette année 119 KE de provisions pour risques et charges afférentes à des procès en-cours, en particulier sur des questions de "nucléaire". Cette provision correspond à la quote-part des risques financiers de notre bureau dans ces procès. Le compte courant de Greenpeace International a augmenté de 48 KE car une partie de contribution a été versée en janvier 2002.

### Synthèse :

L'évolution du bilan est stable par rapport à l'augmentation de notre activité mais nous sommes toujours dans une situation financière fragile car notre actif circulant c'est à dire notre trésorerie plus nos créances à cours terme (soit un total d'un mois d'activité) ne nous permet pas de couvrir nos dettes à cours terme (deux mois d'activité). Heureusement, vous êtes nombreux à nous soutenir en prélèvement automatique et cela comble notre manque de trésorerie.

## GREENPEACE FRANCE ET GREENPEACE INTERNATIONAL

L'augmentation des ressources constatée cette année (+27%) devrait continuer en 2002.

L'indépendance financière du bureau français lui a permis de verser en 2001 une quote-part plus importante de ses recettes (301 000 Euros) à l'organisation internationale.

Ce versement effectué par tous les bureaux autosuffisants permet le financement de la structure internationale pour les quatre activités suivantes :

- La gestion des moyens utilisés en commun par l'ensemble des bureaux : flotte des navires, outils de communication.
- Le travail de lobbying au niveau international : le suivi des conventions internationales.
- L'aide financière aux bureaux situés dans des régions écologiquement cruciales mais ne pouvant assurer seuls toutes leurs ressources : Brésil, Chili, Mexique, Russie, Chine, Inde, Asie du sud-est,...
- L'animation de campagnes internationales en nommant des chargés de mission internationaux, en donnant un appui spécifique à certains bureaux dans le cadre de ces campagnes, comme ce fut le cas en 2001 en France pour le nucléaire et pour la campagne forêt.